

Le dernier rempart face au terrorisme
ou la stratégie de défense des Etats-Unis en Afrique de l'Ouest

Novembre 2016.
Par le Comité Afrique.

Déploiement de 300 militaires au Cameroun en octobre 2015, renforcement de la coopération militaire avec le Sénégal en mai 2016, réhabilitation d'une piste d'aéroport au Niger pour l'utilisation de drones d'ici 2017... Plus que jamais attentifs à l'évolution de la situation sécuritaire sur le continent africain, les Etats-Unis réévaluent depuis deux ans la place de l'Afrique de l'Ouest¹ dans leur stratégie de défense et de sécurité nationale. Mais, c'est selon une doctrine toute particulière que le Pentagone œuvre dans cette région, fondée sur le « *light footprint* » et le « *stay behind* ». Celle-ci repose sur une action indirecte, en retrait ou à faible engagement. Ainsi l'actuelle stratégie militaire américaine en Afrique de l'Ouest se traduit-elle par un appui aux forces armées étatiques actives dans la bande sahélo-saharienne (BSS), une présence militaire (discrète) renforcée et un approfondissement des coopérations de défense bilatérales avec les pays de la région. L'objectif est au mieux de lutter contre les groupes terroristes pour les neutraliser, au pire d'endiguer les zones aux prises avec des terroristes et où les Etats pourraient faillir à court-moyen terme, à l'aide d'alliés fiables dotés d'une réelle capacité opérationnelle.

Introduction. L'engagement militaire américain en Afrique n'est pas nouveau. Les forces armées américaines ont notamment été engagées sur le théâtre somalien alors que la guerre civile faisait rage dans les années 1990. Elles subirent de lourdes pertes lors de la bataille de Mogadiscio en octobre 1993. Un traumatisme qui poussa les Etats-Unis à retirer progressivement leurs troupes. Les dernières quittèrent l'enfer somalien en mars 1995. Depuis lors, la grande puissance militaire américaine est réticente à s'engager militairement sur le continent africain. Pourtant, les attentats contre les ambassades américaines de Dar Es Salam en Tanzanie et de Nairobi au Kenya en 1998 vont contraindre les Etats-Unis à réagir par des offensives contre des points stratégiques à Khartoum au Soudan, un des viviers du réseau Al Qaeda. Depuis lors, les Etats-Unis sont demeurés très vigilants face l'instabilité de la Somalie et la montée en puissance des milices *Shebabs* dans le pays. Les attentats du 11 septembre 2001 n'ont fait que confirmer la prégnance d'une menace terroriste dans une région allant du centre-est de l'Afrique (Soudan/Somalie) jusqu'en Afghanistan. En 2007, les Etats-Unis créent l'*Africa Command* (AFRICOM²), réaffirmant son inquiétude pour l'avenir sécuritaire du continent et pour les répercussions d'une expansion du terrorisme en Afrique sur leur propre territoire.

¹ Sous cette dénomination, nous entendons ici les pays riverains du golfe de Guinée (du Sénégal au Cameroun) et les pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad).

² Créé en 2007 et devenue opérationnelle en 2008, l'*Africa Command* est basé à Stuttgart (Allemagne), aucun pays africain n'ayant voulu l'accueillir (Jerôme Pigné, *L'approche indirecte des Etats-Unis au Sahel*, Paris, IRSEM, 2014). L'Egypte exceptée, les 54 autres pays africains entrent dans son spectre d'action. Fort d'un Etat-major de 1500 hommes, ce centre de commandement inscrit son action dans la doctrine américaine « *light footprint* » (empreinte légère) et du « *stay-behind* » (position en retrait). A ce titre, elle axe ses efforts en direction de la veille stratégique, de la prévention des conflits et des actions indirectes.

En 2011, l'intervention militaire occidentale en Libye fait chuter Mouhammar Khadafi³. Cinq ans plus tard, les groupes se revendiquant de l'Etat islamique (Daesh) pullulent en Libye, séduisant les combattants étrangers qui viennent renforcer leurs rangs. En 2012, les *Shebabs* prêtent allégeance à Al Qaeda. Ils sont, toujours aujourd'hui, le moteur de la déstabilisation de la Somalie et des pays voisins. En 2013, Bamako menace de tomber : au nord du pays, les groupes terroristes ont profité de l'instabilité chronique en région touareg pour s'y implanter et accentuer la crise dans le pays. Malgré les opérations *Serval* puis *Barkhane* et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), la crise perdure dans cette région du Sahel. Enfin, au nord-est du Nigéria, Boko Haram, qui a prêté allégeance à l'Etat islamique en mars 2015, ne recule guère face aux pressions des armées nigériane, nigérienne, camerounaise et tchadienne. Au regard de ce sombre contexte, il n'est guère surprenant que la place de l'Afrique, en particulier de l'Ouest, au sein de la politique étrangère et militaire des Etats-Unis⁴ ne cesse de gagner en importance, la propagation de l'islam radical et du terrorisme sur le continent africain faisant craindre le pire outre-Atlantique.

Aujourd'hui encore, c'est donc bien la lutte contre le terrorisme et le djihadisme violent, autrement dit la lutte contre Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) et l'Etat islamique, qui préside à l'engagement américain et à la réévaluation de la place de l'Afrique dans leur stratégie de défense⁵, et en particulier sur leur stratégie militaire. Si les Etats-Unis montent en « première ligne » en Somalie et en Libye, c'est la doctrine du « *light footprint* » et du « *stay-behind*⁶ » qu'ils cherchent à appliquer en Afrique de l'Ouest, du Sénégal au Cameroun, de la bande sahélo-saharienne (BSS) au golfe de Guinée.

Au Sahel, le soutien américain à l'action de la force *Barkhane* et de la MINUSMA

A la différence de leur engagement en Somalie et en Libye, où ils ont opéré leurs premières frappes aériennes contre l'Etat islamique le 1^{er} août 2016, les Etats-Unis opèrent en retrait ou de façon indirecte en Afrique de l'Ouest. Conformément à cette doctrine, ils interviennent auprès des pays du G5 Sahel (Niger, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Tchad) ainsi qu'auprès de pays africains qui participent à la MINUSMA⁷.

³ Au pouvoir depuis le 1^{er} septembre 1969, Mouhammar Khadafi est tué le 20 octobre 2011.

⁴ Reeve Richard, Pelter Zoë, *From New Frontier to New Normal: Counter-Terrorism Operations in the Sahel-Sahara*, Oxford Research Groupe, Londres, 2014.

⁵ Lire le discours du président américain Barack Obama à l'Académie militaire de Westpoint (Etats-Unis) du 28 mai 2014.

⁶ Maya Kandel, « Les nouvelles modalités d'engagement militaire : “*light footprint*” et “*leading from behind*” », in *Questions internationales*, n°64 (numéro consacré aux Etats-Unis et intitulé « Vers une hégémonie discrète »), octobre 2013.

⁷ Créé par le Conseil de sécurité des Nations unies dans sa résolution 2100 (2013), du 25 avril 2013, la MINUSMA a pour mandat initial d'aider les autorités de transition maliennes, à stabiliser le pays et à appliquer la feuille de route pour la transition, en accordant une attention prioritaire aux principales agglomérations du Nord et aux axes de communication, en protégeant les civils, en surveillant la situation des droits de l'homme, en mettant en place les conditions indispensables à l'acheminement de l'aide humanitaire et au retour des déplacés, à l'extension de l'autorité de l'État et à la préparation d'élections libres, ouvertes à tous et pacifiques. Renouvelé à trois reprises, le

C'est dans ce cadre que les Américains ont appuyé la France lors du déclenchement de l'opération *Serval* le 11 janvier 2013, se prémunissant bien d'envoyer des troupes au Mali. Leurs avions de transport ont contribué à permettre aux forces armées françaises de déployer équipements et matériels sur ce théâtre d'opération qui s'ouvrait.

Au niveau opérationnel, les Etats-Unis apportent à ce jour un appui logistique, participent à la planification, et fournissent du renseignement au profit de leurs alliés et des forces locales. Bien que très faiblement engagés dans les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (68 hommes au total), les Etats-Unis fournissent tout de même 10 hommes au sein de la MINUSMA.

Sur le plan stratégique, les Etats-Unis sont très actifs en matière de formation et d'équipement des forces armées qui sont intégrées à la MINUSMA. Prenons l'exemple guinéen. Depuis 2014, Etats-Unis et Guinée ont donné un nouvel élan à leur coopération militaire. En janvier, 35 officiers experts américains ont pris le relai de la préparation d'un bataillon débuté quelques semaines plutôt au Centre de formation des forces en attente de Samorenya près de Kindia (à l'est de Conakry). Cette instruction militaire, d'une durée totale de 4 mois, aura concerné 966 soldats avant leur déploiement (au sein du bataillon Gangan⁸ 1) au profit de la MINUSMA à Kidal, au nord-Mali. Le bataillon Gangan 2 a lui aussi été formé par une équipe américaine de février à mai 2016, dans le cadre du programme ACOTA, avant d'assurer la relève à Kidal en septembre 2016. En outre, les Etats-Unis ont participé à l'équipement des forces armées guinéennes déployées au Mali en leur fournissant 32 blindés (*Puma M-36*). Ils leur ont également délivré du matériel à la suite de l'attaque du 12 février 2016 qui dévasta toute une partie du camp guinéen ainsi qu'une partie de leur matériel. Toutes ces actions s'inscrivent tant dans le cadre du règlement de la crise au Mali que dans celui de la réforme du secteur de la sécurité (RSS).

Cette coopération bilatérale n'est pas nouvelle et s'est souvent placée dans la perspective d'opérations de maintien de la paix et de la stabilisation du continent africain. En effet, les États-Unis ont soutenu le déploiement des forces guinéennes au Congo dans les années 1960, ainsi qu'au Liberia et en Sierra Leone dans les années 1990. Mais, depuis 2014, le concours américain en matière de formation et d'équipement constitue sans aucun doute une nouvelle étape dans la coopération américano-guinéenne.

Cet effort de formation et d'équipement des contingents africains déployés au sein de la MINUSMA en vue de stabiliser le Mali et de neutraliser les groupes terroristes s'inscrit dans un cadre plus vaste, qui s'étend dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest (Togo...). Cette stratégie permet à Washington non seulement de soutenir l'action de la MINUSMA et de *Barkhane* tout en restant en retrait (autrement dit sans déployer de troupes au sol), mais aussi de renforcer les capacités des forces armées africaines à moyen terme. En effet, les soldats ainsi formés et déployés pendant plusieurs mois sur terrain difficile contribueront, une fois revenus au pays, à la professionnalisation et à la montée en gamme des armées nationales respectives.

mandat de la MINUSMA consiste depuis la résolution 2295 (2016) à appuyer la mise en œuvre par le gouvernement malien, par les groupes armés des coalitions de la Plateforme et de la Coordination des mouvements de l'Azawad, ainsi que par d'autres parties prenantes maliennes, de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, en particulier ses dispositions relatives au rétablissement et à l'extension progressive de l'autorité de l'État.

⁸ Du nom de la montagne qui domine Kindia, aux confins méridionaux du Foutah Djallon.

Une forte implication contre Boko Haram

Dans la région du lac Tchad, la nuisance de Boko Haram a pris une nouvelle dimension depuis son allégeance à l'Etat islamique en mars 2015. Si les liens restent encore ténus et de l'ordre de l'idéologie, l'action de Boko Haram pourrait s'intensifier et bénéficier d'une nouvelle attractivité auprès des combattants étrangers. A court terme, il pourrait également bénéficier d'un appui logistique ou financier de l'Etat islamique. Eu égard à ces projections pessimistes, l'implication militaire américaine au Cameroun et au Nigeria se renforce depuis 2015, si bien que la lutte contre Boko Haram constitue un nouveau défi pour cette doctrine du « *light footprint* ».

Les Etats-Unis ont appuyé le Nigeria pour localiser et libérer les « Chiboks Girls » enlevées par Boko Haram au sud-est de Maïduguri⁹ le 14 avril 2014, en fournissant des moyens ISR (intelligence, surveillance et reconnaissance). Dans ce cadre, des drones, des avions de surveillance et 80 personnels ont été envoyés à N'Djamena au Tchad. En plus des six drones *ScanEagle* vendus aux forces armées camerounaises en octobre 2015, 300 militaires américains ont été déployés au nord du Cameroun au même moment. Les Etats-Unis ont aussi engagés des moyens ISR pour faciliter la lutte contre ce groupe terroriste dont les attentats et les attaques de prédation ont poussé deux millions de personnes sur les routes et ont des répercussions économiques considérables sur toute la région du lac Tchad. En mai et septembre 2016, le Pentagone a annoncé la fourniture de *Cessna 208B* au Tchad et au Cameroun d'ici septembre 2017, après avoir livré deux avions ISR de ce type au Niger en octobre 2015. En outre, les Américains sont en train de réhabiliter la piste de l'aéroport Mano Dayak d'Agadez (Niger) pour l'utilisation de drones *MQ-9 Reapers* et l'accueil d'avions de transport C-17, pour être opérationnel d'ici la fin 2017. Cette base aérienne¹⁰, qui n'est officiellement pas destinée à devenir un Djibouti *bis*, permettra aux Etats-Unis de déployer leurs moyens pour suivre les menaces qui pèsent sur la BSS et au-delà, du centre du Mali jusqu'au foyer de Boko Haram.

Une stratégie d'empowerment pour endiguer la menace terroriste sur le continent africain

Déjà déployés sur le Camp Lemonnier et la plateforme de Chabelley à Djibouti, où se concentrent les moyens ISR et de transport ainsi que près de 5 000 soldats, les Etats-Unis **renforcent depuis un an et demi leur présence** dans l'ensemble des Etats d'Afrique de l'Ouest limitrophes du conflit au Sahel et dans les pays confrontés à Boko Haram au Lac Tchad.

Un détachement permanent¹¹ de 2 200 hommes, 500 civils et plus 26 avions, positionné à Moron en Espagne, a été ajouté au dispositif en juin 2015. Cette force de réaction rapide a notamment pour mission de renforcer la protection des ambassades américaines sur le continent africain, d'exfiltrer les militaires en difficulté, d'évacuer des civils ou d'intervenir dans les conflits ou les crises humanitaires.

⁹ Capitale de l'Etat du Borno, au nord-est du Nigeria. Cette ville est le poumon économique de la région transfrontalière du lac Tchad.

¹⁰ Dotée, à terme, d'une piste d'atterrissage de 1 830 mètres, d'un espace de parking de 17 458 m² pour les aéronefs, trois hangars mobiles pour abriter des avions et des installations de défense.

¹¹ Special Purpose Marine Air-Ground Task Force - Crisis Response - Africa (SP-MAGTF-CR-AF). Unité spécialisée dans les interventions en situation de menace terroriste ou de crise humanitaire majeure en Afrique.

Plus subrepticement, les Etats-Unis renforcent leur présence en Afrique de l'Ouest, chatouillant les limites de la doctrine du « *light footprint* ». Ainsi, des experts américains ont été nommés pour chaque pays d'Afrique subsaharienne. En plus d'être présents dans la pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad), des forces spéciales le sont également dans plusieurs des pays du golfe de Guinée : Sénégal, Libéria, Ghana, Nigeria, Cameroun. Sous forme de petits détachements, les forces américaines sont ainsi capables de mener des actions rapides, conjointes ou non, et d'alerter les autorités sur l'évolution de la menace dans la région.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont mis en place des **programmes spécifiques**¹² pour former et entraîner les forces armées africaines à la lutte contre le terrorisme sur leur propre territoire (logique d'*empowerment*). Une action qui s'inscrit dans la droite ligne de la *Quadrennial Defense Review* de 2006 qui faisait de la formation des armées partenaires (*building partner capacity*) une objectif prioritaire. Le *Quadrennial Defense Review* 2014 confirme : « *The United States will continue to advise, train, and equip partner forces to perform essential tasks against terrorist networks, complementing U.S. activities in the field. Operations and activities in the Maghreb, Sahel, and Horn of Africa, for example, further our national security interests without a large commitment of U.S. forces*¹³ ».

Sous l'administration Clinton déjà, l'*African Crisis Response Initiative* (ACRI) est créée en 1997. Elle vise à développer les capacités de gestion de crises des Etats africains. En 2004, le programme *Africa Contingency Operations Training and Assistance* (ACOTA) lui succède. Ce programme dispense des formations et des entraînements opérationnels avant projection des forces africaines dans des opérations de maintien de la paix (PC¹⁴, IST-C¹⁵...). Sous l'ère de George W. Bush, plusieurs programmes multidimensionnels, mais centrés sur les aspects sécuritaires et militaires, sont mis sur pied : le *Pan Sahel Initiative* (PSI), remplacé en 2005 par la *Trans-Saharan Counterterrorism Initiative* (TSCTI), puis par le *Trans Saharan Counter Terrorism Partnership* (TSCTP¹⁶) en 2008, financé par le département d'Etat.

Le Sommet Etats-Unis-Afrique qui s'est tenu à Washington en août 2014 a marqué une étape. Plusieurs programmes d'aides et de formation y ont été annoncés par le président américain Barack Obama. Les promesses faites alors ne sont pas restées vaines puisque le ministère de la Défense américain a mis en place de nouveaux programmes. Doté d'un budget de 65 millions de dollars en 2015 (devant passer à 83 millions par an les années suivantes), le *Security Governance Initiative* (SGI) est un programme visant l'amélioration de la gouvernance des secteurs de sécurité et la capacité à faire face aux menaces. Il concerne six pays du continent africain, dont le Ghana, le Niger, le Mali et le Nigeria. Avec un budget global de 110 millions de dollars par an, l'*African Peacekeeping Rapid Response Partnership* (APRRP) prévoit quant à lui de soutenir, au moins jusqu'en 2019, les Etats dont les forces armées sont d'un niveau suffisant pour être associées aux missions des Nations Unies et de l'Union africaine. Sont notamment ciblés le Sénégal et le Ghana.

¹² Quelques-uns de ces programmes sont détaillés dans cet article : Olivia Ronsain, *Le département de la Défense, acteur prépondérant du dispositif américain de coopération avec l'Afrique*, Paris, IRSEM 2014.

¹³ *Quadrennial Defense Review* 2014, p.37.

¹⁴ Poste de commandement.

¹⁵ Instruction au tir de combat.

¹⁶ <http://www.state.gov/j/ct/programs/>, consulté la dernière fois le 31 octobre 2016.

Une myriade d'autres programmes complète le tableau, dont l'*International military Education and Training program* (IMET¹⁷), le *Foreign Military Sales* (FMS¹⁸), et dans une moindre mesure le *Foreign Military Financing* (FMF¹⁹). Administrés par la Defense Security Cooperation Agency (DSCA), l'agence du ministère de la Défense pour la coopération sécuritaire, ils sont pilotés par AFRICOM. Autre programme également géré par l'*Africa Command*, l'*Africa Partnership Station* (APS), mis en place en 2007, se matérialise par la présence dans le golfe de Guinée d'un navire²⁰ afin d'assurer les approvisionnements énergétiques. Selon les missions, les bâtiments américains ont opéré du Sénégal jusqu'à la Guinée équatoriale. La plupart de ces programmes sont financés grâce au *Counter terrorism Partnership Fund* (CTPF). En 2015, cette ligne du budget de la défense s'est élevée à 0,8 milliard de dollars. Elle a été budgétée à 2,1 milliards pour l'année 2016.

A cela s'ajoutent aussi les *Peacekeeping Operations* (PKO), financées et administrées par la diplomatie américaine et dont la plus grande partie du budget se destine à l'Afrique subsaharienne (200 à 400 millions de dollars par an). Parmi elles, le *Global Security Contingency Fund* (GSCF) contre Boko haram a fourni équipement, soutien logistique, renseignement, conseillers et entraînement de forces au sein des pays membres de la *Multinational Joint Task Force* (MNJTF²¹).

La stratégie militaire américaine repose enfin sur un **renforcement de la coopération militaire bilatérale** avec les pays de l'Afrique de l'Ouest. En témoigne par exemple le rapprochement entre les Etats-Unis et le Sénégal. Jusqu'à présent, le programme IMET compte parmi les éléments clés des efforts américains vis-à-vis du Sénégal en matière de coopération militaire, tout comme les exercices militaires de formation (ACRI, *West African Training Cruise* - WATC, *Joint Combined Exchange Training* - JCET). Ainsi le Sénégal a-t-il accueilli, en février 2016, l'exercice militaire *Flintlock*²² pour la troisième fois.

En mai 2016, Etats-Unis et Sénégal ont resserré leur coopération militaire²³. Ce nouvel accord de défense prévoit notamment un programme de formation des forces armées sénégalaises et des entraînements communs. Ainsi, en août 2016, des soldats déployés à partir de la base de Moron, ont dispensé une nouvelle formation aux forces sénégalaises qui doivent collaborer à des missions spéciales américaines. En outre, les Etats-Unis ont cédé 23 véhicules *Humvee* (*American High Mobility multipurpose Wheeled Vehicle*) aux forces armées sénégalaises le

¹⁷ Programme international de formation et d'entraînement militaires. Ce programme de formation vise notamment à approfondir la relation bilatérale et à familiariser les forces étrangères avec le système militaire américain.

¹⁸ Programme de vente d'armements et de services (maintenance...) et d'entraînements conjoints.

¹⁹ Programme de vente d'armements et de services (maintenance...) et d'entraînements conjoints, avec une système de financement différent du FMS.

²⁰ Parti des côtes américaines le 30 décembre 2015, l'*USNS Spearhead* assure actuellement cette mission.

²¹ Sont membres de la MNJTF le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Bénin.

²² Organisé depuis 2005, l'exercice *Flintlock* vise à accroître la sûreté et la sécurité en Afrique de l'Ouest, la promotion de l'échange multilatéral des informations et le développement de l'interopérabilité entre les armées des pays participants. Avec la participation de près de 1 700 hommes des forces spéciales d'une trentaine de pays d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, l'exercice organisé à Thiès du 8 au 29 février 2016 avait pour objectif d'améliorer la capacité des forces armées à contrer, ensemble, les différentes menaces, notamment celles liées aux organisations extrémistes violentes et aux trafics illicites.

²³ « Le Sénégal et les Etats-Unis signent un accord de coopération militaire », on *RFI*, 3 mai 2016.

2 août 2016²⁴.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme que mènent tant le Sénégal, cible désignée des groupes terroristes sur le continent africain, que les Etats-Unis, cet accord offre aussi une facilité et une permanence d'accès aux installations maritimes, aéroportuaires et militaires sénégalaises pour les forces armées américaines. Ces sites, envisagés comme des « sites de sécurité coopératives », pourront ainsi base d'intervention rapide aux Marines basés à Moron. Premier accord du genre entre les Etats-Unis et un pays africain, ce type d'accord pourrait être reconduit avec d'autres pays du golfe de Guinée dans une logique d'endigement de la menace terroriste, alors même que celle-ci s'étend progressivement de la zone sahélienne vers les Etats riverains du golfe de Guinée.

En formant, entraînant et équipant les forces armées nationales de ces Etats à la lutte contre le terrorisme, et en s'assurant un accès privilégié pour mener des actions spéciales, les Etats-Unis fortifient de potentiels remparts africains de manière à ce que le terrorisme à l'œuvre en BSS et dans la région du lac Tchad ne se répande pas au-delà du continent africain.

Conclusion. Affectée par le conflit en BSS et la venue de Boko Haram dans la zone du Lac Tchad, l'Afrique de l'Ouest est le théâtre de la diffusion du terrorisme et d'une menace latente, en particulier sur les capitales des Etats qui abritent une forte communauté d'occidentaux ou qui participent plus ou moins activement à la MINUSMA. Il n'est donc pas si étonnant que cette région occupe une place grandissante dans la stratégie de défense des Etats-Unis.

L'effet final recherché de cette stratégie est d'endiguer la menace que font peser les groupes armés terroristes actifs dans la BSS et dans la région du Lac Tchad sur les intérêts américains au continent africain, si possible loin de leurs intérêts et ressortissants. AQMI et désormais l'Etat islamique sont les ennemis n°1 des Etats-Unis. Il s'agit donc de nouer des partenariats avec des Etats alliés, de former leurs forces armées nationales pour qu'elles puissent prendre efficacement en compte la menace terrorisme et de renforcer leur capacité opérationnelle (*empowerment*).

Les Etats-Unis ont fait le choix d'une stratégie (« *light footprint* » et « *stay behind* ») qui s'inscrit sur le long terme. Ils se préservent aussi de tout déploiement lourd sur un nouveau théâtre, à l'heure où ils doivent justifier de leur engagement en Syrie-Irak et en Libye. Pour autant, ce sont près de 7 000 hommes qui sont déployés sur le continent africain (dont 2 200 en Espagne pour emploi en Afrique). Et force est de constater que cette présence se renforce sporadiquement selon un axe est-ouest (du Sénégal à la Somalie), sur une bande large du Niger au Cameroun.

Les résultats de cette stratégie en retrait ou par intermédiaire sont difficilement estimables. Surtout, la multiplicité des programmes administrés par le Pentagone et le Département d'Etat, qui n'ont pas toujours les mêmes objectifs immédiats, obère une quelconque cohérence de l'action américaine dans la région ouest-africaine et participe du saupoudrage des efforts américains. Néanmoins, ces efforts en matière de formation, d'entraînement et d'équipement favorisent, à moyen terme, l'émergence d'un réseau d'officiers et de sous-officiers africains susceptibles d'être des relais de l'influence politique (participation aux opérations de maintien de la paix, soutien à des interventions militaires...), militaire (doctrine stratégique, opérationnelle et tactique) et économique (industries de défense) des Etats-Unis.

²⁴ « Le gouvernement des Etats-Unis offre 23 voitures tout-terrain à l'Armée sénégalaise », in *Panorama*, septembre-octobre 2016 (bulletin d'information de l'ambassade des Etats-Unis au Sénégal).

En toile de fond se dessine en outre une lutte d'influence entre des puissances militaires ou économiques que sont les Etats-Unis, la France, la Chine ou encore le Japon, la Russie restant pour le moment en retrait. On a déjà pu constater l'amointrissement de l'influence et de la place de la France dans certains pays traditionnellement partenaire privilégié.